

SOFT COMPUTING
Société Anonyme au capital de 647 213,40 Euros
Siège Social : 46, rue de la Tour - 75116 PARIS
RCS B 330 076 159

A - COMPTES CONSOLIDES IFRS
AU 30 JUIN 2006

I – Bilan (en milliers d'euros)

ACTIF	30/06/2006	31/12/2005
Ecart d'acquisition	5 564	4 916
Immobilisations incorporelles	64	70
Immobilisations corporelles	475	464
Actifs financiers	232	236
Impôts différés	681	673
Actifs non courants	7 016	6 359
Clients et comptes rattachés	9 921	8 740
Autres actifs	1 106	734
Trésorerie & équivalents de trésorerie	1 813	4 065
Actifs courants	12 840	13 539
TOTAL ACTIF	19 856	19 898

PASSIF	30/06/2006	31/12/2005
Capital	647	635
Réserves consolidées	10 217	9 308
Actions propres	-1 070	-424
Résultat consolidé	-101	900
Capitaux propres Intérêts minoritaires	9 693	10 419
Passifs financiers LT		
Provisions pour risques & charges LT	557	525
Impôts différés LT		
Passifs non courants	557	525
Passifs financiers CT	114	147
Provisions pour risques & charges CT	49	238
Fournisseurs et comptes rattachés	1 450	1 445
Autres passifs	7 993	7 124
Passifs courants	9 606	8 954
TOTAL PASSIF	19 856	19 898

II – Compte de résultat (en milliers d'euros)

COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Chiffre d'affaires	15 820	15 386	29 761
Achats consommés	-415	-217	-484
Charges de personnel	-11 683	-10 577	-20 461
Charges externes	-3 201	-3 397	-6 559
Impôts et taxes	-468	-427	-844
Dotations aux amortissements	-120	-139	-260
Dotations aux provisions	-53	4	-121
Autres produits et charges d'exploitation			
Résultat opérationnel courant	-120	633	1 032
Autres produits et charges opérationnels	-12	88	349
Résultat opérationnel	-132	721	1 381
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	32	27	59
Coût de l'endettement financier brut	-8	-4	-7
Coût de l'endettement financier net	24	23	52
Autres produits et charges financiers			
Impôts différés	7	-142	-188
Charge d'impôt		-128	-345
Résultat net (part du groupe)	-101	474	900
Résultat net (intérêts minoritaires)			
Résultat par action (en Euros)	-0,03	0,15	0,29
Résultat dilué par action (en Euros)	-0,02	0,15	0,29

III – Flux de trésorerie (en milliers d'euros)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (En K€)	30/06/2006	30/06/2005	31/12/2005
Résultat net consolidé	-101	474	900
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-39	-125	-39
Charges et produits calculés liés aux stock-options	27	20	47
Plus et moins values de cession	1		-430
Coût de l'endettement financier net	-24	-24	-52
Charge d'impôt	-7	270	513
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	-143	615	939
Impôts versés		-128	-325
Variation du besoin en fonds de roulement	-790	-1 592	-258
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-933	-1 105	356
Acquisitions d'immobilisations	-126	-404	-518
Cessions d'immobilisations	5		501
Acquisitions de filiales	-546		-524
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-667	-404	-541
Augmentation de capital	303		
Remboursement partiel de la prime d'émission	-59		
Achats et ventes d'actions propres	-646	-10	-2
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-250		
Encaissements d'emprunts			
Remboursements d'emprunts	-17	-9	-99
Intérêts financiers nets	24	24	52
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-645	5	-49
Variation de trésorerie	-2 245	-1 504	-234
Trésorerie à l'ouverture	4 054	4 288	4 288
Trésorerie à la clôture	1 809	2 784	4 054

IV- Tableau de variation des capitaux propres

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Nombre de titres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves conso - lidées	Résultat	Total part Groupe	Mino - ritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 01/01/04	3 176 825	635	12 926	-268	-161	-445	12 687		12 687
Affectation du résultat 2003					-445	445			
Distribution de dividendes			-152		-99		-251		-251
Remboursement prime d'émission			-3 123				-3 123		-3 123
Stocks options					25		25		25
Actions propres				-154			-154		-154
Résultat au 31/12/2004						290	290		290
Capitaux propres au 31/12/04	3 176 825	635	9 651	-422	-680	290	9 474		9 474
Affectation du résultat 2004					290	-290			
Stocks options					47		47		47
Actions propres				-2			-2		-2
Résultat au 31/12/2005						900	900		900
Capitaux propres au 31/12/05	3 176 825	635	9 651	-424	-343	900	10 419		10 419
Affectation du résultat 2005					900	-900			
Augmentation de capital	59 242	12	291				303		303
Remboursement prime d'émission			-59				-59		-59
Dividendes					-250		-250		-250
Stocks options					27		27		27
Actions propres				-646			-646		-646
Résultat au 30/06/2006						-101	-101		-101
Capitaux propres au 30/06/06	3 236 067	647	9 883	-1 070	334	-101	9 693		9 693

Dans un objectif de comparabilité, le tableau ci-dessous détaille la variation des capitaux propres du 31/12/04 au 30/06/2006.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Nombre de titres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves conso - lidées	Résultat	Total part Groupe	Mino - ritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/04	3 176 825	635	9 651	-422	-680	290	9 474		9 474
Affectation du résultat 2004					290	-290			
Stocks options					20		20		20
Actions propres				-10			-10		-10
Résultat au 30/06/2005						474	474		474
Capitaux propres au 30/06/05	3 176 825	635	9 651	-432	-370	474	9 958		9 958

V – Notes aux états financiers consolidés

INFORMATION GENERALE

Au bilan consolidé avant répartition des comptes intermédiaires au 30 juin 2006 dont le total s'élève à 19 856 K Euros et au compte de résultat consolidé de l'exercice, présenté par nature sous forme de liste, et dégageant un résultat opérationnel courant de (120) K Euros et un résultat net de (101) K Euros.

Les comptes intermédiaires ont une durée de six mois, recouvrant la période du 01/01/2006 au 30/06/2006.

PRESENTATION DU GROUPE

La société SOFT COMPUTING SA, dont le siège social est 46, rue de la Tour 75116 PARIS, et dont le numéro SIRET est 330 076 159 000 53 détient le contrôle exclusif des sociétés suivantes :

SA SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES

SA SOFT COMPUTING MEDIA

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et d'opérations pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext et appartient au segment nexteconomy (ISIN : FR0000075517, Symbole : SFT)

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 27 septembre 2006.

FAITS CARACTERISTIQUES

Acquisition de la société POWER ERP

Le 1^{er} mai 2006 la société SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES a acheté 100% des actions de la société POWER ERP. Les éléments relatifs à cette acquisition sont les suivants :

Coût d'acquisition	785 K€
Capitaux propres retraités de la société	136 K€
Ecart d'acquisition	649 K€

Les comptes consolidés du groupe SOFT COMPUTING tiennent compte des actifs et passifs de la société POWER ERP au 30 juin 2006. Par contre ils ne tiennent compte des résultats de cette société que pour deux mois : mai et juin 2006.

Fusion de la société FRONTCALL

Le 28 février 2006, la société SOFT COMPUTING a absorbé la société FRONTCALL dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine. Le mali de fusion dégagé lors de cette opération est neutralisé dans les comptes consolidés.

Fusion de la société POWER ERP

Le 30 juin 2006, la société SOFT COMPUTING TECHNOLOGIES a absorbé la société POWER ERP dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine. Le mali de fusion dégagé lors de cette opération est neutralisé dans les comptes consolidés.

REGLES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Contrairement à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" qui permet de ne présenter qu'une sélection de notes annexes pour les comptes intermédiaires, le groupe SOFT COMPUTING a opté pour la présentation d'une annexe complète à ses comptes consolidés au 30 juin 2006.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Le groupe n'est pas concerné par les autres normes d'application obligatoire en 2006.

Les nouvelles normes et interprétations obligatoires en 2007 ou 2008 n'ont pas fait l'objet d'application anticipée au 30 juin 2006.

REGLES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Lorsque cela est nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que les méthodes comptables appliquées soient uniformes dans toutes les entités du groupe.

Les transactions, les soldes, les produits et charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

ESTIMATION DE LA DIRECTION

L'établissement de comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses ayant une incidence sur l'information financière, le bilan et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leurs établissements. Ces informations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des plans d'options d'actions, des impôts différés et des écarts d'acquisition.

ACTIFS NON COURANTS

. Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont déterminés par différence entre le coût d'acquisition des titres (prix d'acquisition plus frais d'acquisition) et la quote-part de la juste valeur de la situation nette acquise.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, la valeur du goodwill est testée chaque année.

La valeur actuelle des écarts d'acquisition est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que Valeur d'Entreprise / Chiffre d'Affaires, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, il est constaté un amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition

Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow) fondée sur les hypothèses suivantes :

- Plan d'affaires à durée appropriée, établi par l'entité concernée, remis à jour lors de l'exercice budgétaire de fin d'année et présentant le chiffre d'affaires prévisionnel, le résultat opérationnel courant, le résultat net, le besoin en fonds de roulement et les investissements,
- Taux de croissance à long terme au-delà de l'horizon explicite,
- Coût moyen pondéré du capital.

Au 30 juin 2006 ce test n'a pas été effectué dans la mesure où la situation ne laisse pas présumer une dégradation par rapport au test réalisé au 31 décembre 2005.

. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les frais de développement activés lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coûts évalués de façon fiable)
- les concessions, brevets et droits assimilés (logiciels évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an)

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilité de chaque immobilisation corporelle telle que précisée ci-après :

	Mode	Durée d'utilité
- Installations et agencements	Linéaire	5 à 10 ans
- Matériel de transport	Linéaire	4 ans
- Matériel informatique	Dégressif	3 ans
- Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Aucune perte de valeur n'a été constatée au 30 juin 2006.

Conformément à la norme IAS 17 "Contrats de location", les biens acquis en location financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; le passif correspondant est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location financement.

. Impôts différés

L'impôt différé est calculé, conformément à la norme IAS 12, sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable et en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture. Il est comptabilisé en actif non courant.

Les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les pertes fiscales font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que les bénéfices imposables futurs à court terme permettront leur imputation.

. Actifs financiers

Les autres actifs financiers correspondent principalement à des dépôts et cautionnements.

ACTIFS COURANTS

. Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Autres actifs courants

Les éléments des autres actifs courants sont inscrits à leur coût historique ; une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'entrée.

. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires, des fonds de caisse, ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, à échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connus et ne sont pas soumis à un risque de changement significatif de valeur.

ACTIONS PROPRES

Les actions propres sont portées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à la norme IAS 19, le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le passif social correspondant est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	65 ans
Taux d'actualisation financière	3%
Taux d'augmentation de salaire	3% dégressif
Taux de rotation du personnel	14% dégressif

Le groupe n'a pas retenu l'option offerte par IAS 19 « Avantages du personnel » de comptabiliser les écarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont composés du Plan d'épargne entreprise et des intérêts courus sur ce plan, ainsi que des concours bancaires.

AUTRES PASSIFS

Les éléments des autres passifs sont inscrits au bilan dès lors que l'obligation à la date de clôture et la sortie de ressources sont certaines et que l'échéance et le montant de la dette sont précis ou avec une faible incertitude.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

Conformément à la norme IAS 18, le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux.

La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période. Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

Les éléments ne satisfaisant pas aux critères de définition du chiffre d'affaires sont comptabilisés par compensation avec les charges engagées ; il s'agit des frais et des affranchissements refacturés sans marge aux clients.

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe SOFT COMPUTING ne publie pas d'information sectorielle, dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale "Customer Relationship Management", et intervient essentiellement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels sont alimentés dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la performance de l'entreprise. Il s'agit de produits et de charges inhabituels, anormaux, non récurrents, de montant particulièrement significatif, qui sont présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante et de permettre au lecteur des comptes de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats, ceci conformément au principe de pertinence de l'information du § 8 du "IASB Framework".

IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt est égale au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat de la période.

L'impôt exigible est dû au titre du bénéfice imposable de l'exercice.

L'impôt différé est calculé, conformément à la norme IAS 12, sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable et en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

RESULTAT PAR ACTION

Conformément à la norme IAS 33, le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action reprend ce calcul en intégrant en plus les effets qui résulteraient de la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives attribuées.

COMPARABILITE DES COMPTES

Afin d'assurer la comparabilité des comptes consolidés du groupe d'un exercice sur l'autre, les éléments comptabilisés à l'occasion de la prise de contrôle de la société POWER ERP sont présentés ci-après :

ACTIF (En K€)	30/06/06
Actifs non courants	1
Actifs courants	720
TOTAL ACTIF	721

PASSIF (En K€)	30/06/06
Capitaux propres	198
Passifs courants	523
TOTAL PASSIF	721

RESULTAT (En K€)	Du 01/05/06 au 30/06/06
Chiffre d'affaires	387
Charges opérationnelles	-326
Résultat opérationnel	61
Coût de l'endettement fin. Net	
Impôt	
RESULTAT NET	61

Les comptes pro forma synthétiques ci-après présentent les comptes consolidés du groupe SOFT COMPUTING au 30 juin 2006 hors impacts de l'acquisition de la société POWER ERP :

ACTIF (En K€)	30/06/06	30/06/06 pro forma	31/12/05
Actifs non courants	7 016	6 366	6 359
Actifs courants	12 840	12 758	13 539
TOTAL ACTIF	19 856	19 124	19 898

PASSIF (En K€)	30/06/06	30/06/06 pro forma	31/12/05
Capitaux propres	9 778	9 690	10 419
Passifs non courants	557	557	525
Passifs courants	9 521	8 877	8 954
TOTAL PASSIF	19 856	19 124	19 898

RESULTAT (En K€)	30/06/06	30/06/06 pro forma	31/12/05
Chiffre d'affaires	15 820	15 433	29 761
Charges opérationnelles	-15 940	-15 641	-28 729
Résultat opérationnel courant	-120	-208	1 032
Autres ch. non courantes	-12	-12	349
Résultat opérationnel	-132	-220	1 381
Endettement financier net	24	24	52
Charge d'impôt	7	7	-533
Résultat net consolidé	-101	-189	900
Résultat net groupe	-101	-189	900
Intérêts minoritaires			
Résultat / action (€)	-0,03	-0,06	0,29
Résultat dilué / action (€)	-0,02	-0,05	0,29

Si la date d'acquisition de la société avait été l'ouverture de la période, les données relatives au résultat de la société POWER ERP auraient été approximativement les suivantes :

Chiffre d'affaires	1 172 K€
Résultat net	99 K€

L'effectif de la société POWER ERP au moment de l'acquisition s'élève à 15 personnes.

NOTES RELATIVES AUX PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (EN EUROS)

NOTE 1 : ACTIFS NON COURANTS

	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions/augmentation de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Mouvements de périmètre	Valeur brute en fin d'exercice
Ecart d'acquisition	4 915 858	648 576			5 564 434
Frais de développement	177 979				177 979
Autres immobilisations incorporelles	145 772	11 845	7 287		150 330
Immobilisations corporelles (1)	1 545 939	112 762	12 846	890	1 646 745
Actifs financiers (2)	235 748	1 218	5 040		231 926
Impôts différés actifs	672 838	7 933			680 771
TOTAL GENERAL	7 694 134	782 334	25 173	890	8 452 185
(1) dont crédit-bail	171 552				171 552
dont matériel bureau & informatique	789 041			890	789 931
dont mobilier	349 393				349 393
(2) dont dépôts et cautionnements	220 133	1 218	5 040		216 311

Le détail des écarts d'acquisition est le suivant :

	2006	2005
Soft Computing Technologies	4 201 K€	4 201 K€
Statilogie	715 K€	715 K€
Power ERP	649 K€	

Contrats de location financement :

Les crédits baux retraités en consolidation concernent du matériel informatique et du matériel de transport.

Au 30 juin 2006, ces contrats sont terminés. La valeur nette comptable est donc nulle et il n'y a pas de paiement futur à effectuer. Aucun nouveau contrat n'a été souscrit.

Frais de développement :

Les coûts relatifs au développement du modèle conceptuel de données ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2000 pour un montant de 112 K€. Ces coûts sont totalement amortis au 31 décembre 2005.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de la période s'élève à 3 K€.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de MIB ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de la période s'élève à 3 K€.

Impôts différés :

Le détail des impôts différés est le suivant :

	30/06/2006	31/12/2005
Retraitements de consolidation	-155 372	-100 588
Différences temporaires	31 352	32 719
Reports fiscaux déficitaires	804 792	740 707
TOTAL	680 772	672 838

NOTE 2 : AMORTISSEMENTS DES ACTIFS NON COURANTS

	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions	Mouvements de périmètre	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	118 242	6 629			124 871
Autres immobilisations incorporelles	135 547	11 046	7 287		139 306
Immobilisations corporelles (1)	1 081 252	101 867	11 448	152	1 171 823
TOTAL GENERAL	1 335 041	119 542	18 735	152	1 436 000
(1) dont crédit-bail	171 552				171 552
dont matériel bureau & informatique	501 939	73 351	11 448	152	563 994
dont mobilier	160 545	14 940			175 485

NOTE 3 : ACTIFS COURANTS

	Montants bruts 2006	A un an au plus	Entre 1 an et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2005
Avances et acomptes	14 267	14 267			46 108
Clients et comptes rattachés	10 174 047	10 174 047			8 974 384
Personnel	136 895	136 895			135 996
Etat, taxes, impôts sur les bénéfices	474 222	474 222			320 992
Charges constatées d'avance	295 428	295 428			170 738
Autres actifs	185 358	185 358			60 232
Montants bruts	11 280 217	11 280 217			9 708 450
Dépréciation / créances clients	-253 220	-253 220			-234 684
Montants nets	11 026 997	11 026 997			9 473 766

NOTE 4 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les valeurs de placements de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO pour une valeur de 1 200 K€, qui est également leur valeur liquidative car elles ont été rachetées puis souscrites le 30/06/2006. Les soldes bancaires s'élèvent à 609 K€ (613 K€ à l'actif et 4 K€ au passif).

	30/06/2006	31/12/2005
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 812 661	4 065 529
Passifs financiers CT	-3 712	-11 034
Total Trésorerie	1 808 949	4 054 495

NOTE 5 : STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches :

Le 25 février 2002, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 125 602 options au prix de souscription des actions de 5,12 €. Une partie de ces options a été exercée au cours du 1^{er} semestre 2006, ce qui a conduit à une augmentation de capital par la création de 59 242 nouvelles actions. 16 200 options attribuables à ce jour n'ont toujours pas été exercées au 30/06/2006.

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d'Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d'achat des actions de 4,59 €. 24 000 actions restent attribuables à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d'administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. Toutes ces actions restent attribuables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 €. 33 886 actions restent attribuables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. 35 321 actions restent attribuables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 €. 79 000 actions restent attribuables à ce jour.

Le Conseil d'Administration a encore la possibilité d'attribuer 369 options de ce second plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Aucune option n'a été attribuée à ce jour. 167 201 actions sont susceptibles d'être attribuées par le Conseil d'Administration.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

Les attributions d'actions effectuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle conformément à la norme IFRS 2, sur la base du modèle de Black and Scholes.

L'attribution du 25 février 2002 n'a donc pas été prise en compte dans l'étude actuarielle.

L'évaluation du coût des plans d'options s'est faite sur la base des hypothèses suivantes :

	Attribution du 01/04/03	Attribution du 10/02/04	Attribution du 07/04/05
Volatilité attendue	25%	25%	25%
Dividendes attendus	1,50%	1,50%	1,50%
Taux d'intérêt sans risque	3,11%	3,33%	2,93%
Probabilité de déchéance des droits	12%	12%	12%
Prix d'exercice de l'option	4,59 €	4,69 €	6,89 €
Prix de l'action sous jacente	5,00 €	5,49 €	7,55 €
Coût global moyen des plans	28 666 €	81 026 €	108 631 €
Charges du 1 ^{er} semestre 2006	3 583 €	10 128 €	13 579 €

NOTE 6 : ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2006, la société SOFT COMPUTING détient 114 921 de ses propres actions affectées aux plans d'options d'achat d'actions destinées aux salariés.

Actions propres	30/06/2006	31/12/2005
Quantité achetée	114 921	54 025
Prix d'acquisition moyen	9,32	7,85
Montant	1 070 561	424 256
Frais de courtage	3 803	3 803

Ces actions propres sont portées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

NOTE 7 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En K€	Montants au 01/01/06	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Mouvements de périmètre	Montants au 30/06/06
Provisions à long terme	525	31			1	557
Provisions à court terme	238	18	183	24		49
TOTAL	763	49	183	24		606

Le solde des provisions pour risques et charges au 30 juin 2006 est principalement constitué de litiges prud'homaux dont l'issue est considérée à court terme, d'un risque lié à une notification de l'Urssaf et de la provision pour engagements de retraite pour lesquels, les échéances ont été considérées comme du long terme.

Au 30 juin 2006, le montant des avantages au personnel s'élève à 320 K€. Le montant de la charge de la période est de 32 K€.

NOTE 8 : PASSIFS FINANCIERS

	Montants 2 006	Court terme	Long terme	Montants 2 005
Plan Epargne Entreprise	107 996	107 996		104 766
Dettes financières diverses				20 316
Intérêts courus non échus	1 954	1 954		11 034
Concours bancaires	3 712	3 712		11 085
Total	113 662	113 662		147 201

Les passifs financiers au 30 juin 2006 sont essentiellement composés du Plan d'épargne entreprise et des intérêts courus sur ce plan, qui s'élèvent à 110 K€. Ce plan a été rémunéré à 3,63 % sur le premier semestre 2006 contre 3,59% en 2005.

NOTE 9 : INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

Les transactions qui ont lieu entre les parties liées sont de nature commerciale. Elles sont réalisées dans les conditions normales d'exploitation. Les avances en compte courant sont rémunérées au taux légal.

Les transactions entre les sociétés intégrées ont été neutralisées dans les comptes consolidés.

Il n'y a pas de transactions avec les dirigeants.

NOTE 10 : AUTRES PASSIFS

	Montants 2 006	Court terme	Long terme	Montants 2 005
Dettes sociales	3 934 480	3 934 480		3 504 315
Dettes fiscales	2 588 498	2 588 498		2 501 235
Produits d'avance	567 710	567 710		561 587
Avances et acomptes	84 862	84 862		118 368
Fournisseurs d'immobilisation	501 000	251 000	250 000	435 780
Autres passifs	316 349	316 349		2 752
Total	7 992 899	7 742 899	250 000	7 124 037

NOTE 11 : CHIFFRES D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France :

	<u>1^{er} semestre 2006</u>	<u>Année 2005</u>
• Banque assurance	46 %	48 %
• Industrie et Services/B2B	11 %	17 %
• Distribution/VPC	11 %	11 %
• Télécoms	14 %	20 %
• Transport et tourisme	5 %	4 %
• Services	13 %	

NOTE 12 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments suivants :

	2006	2005
Cession d'actifs non courants	- 1 248	430 134
Litige commercial (1)		169 976
Litiges sociaux / Indemnités transactionnelles (2)	- 11 098	- 251 024
Total des autres produits et charges opérationnels	- 12 346	349 086

(1) Cf Note 7 "Provisions pour risques et charges" et "Autres produits et charges opérationnels" en règles et méthodes de consolidation

(2) Cf Note 7 "Provisions pour risques et charges" et "Autres produits et charges opérationnels" en règles et méthodes de consolidation

NOTE 13 : COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Les éléments financiers de l'exercice se décompose comme suit :	2006	2005
Produits nets de cessions des valeurs mobilières de placement	26 226	58 489
Intérêts et charges assimilées	- 2 190	- 6 695
Autres charges et produits financiers		6
Total du produit de l'endettement financier net	24 036	51 800

NOTE 14 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La situation consolidée au 30 juin 2006 fait apparaître une charge d'impôts exigible nulle et un produit d'impôts différés de 7 K€, soit un produit total de 7 K€.

Analyse des impôts différés :

Impositions différées (en K€)	30/06/2006	31/12/2005	Impact en résultat
Retraitements de consolidation	-155	-99	-56
Différences temporaires	31	33	-2
Reports fiscaux déficitaires	805	739	66
TOTAL	681	673	7

Preuve d'impôt (en K€)	30/06/2006	31/12/2005
Résultat consolidé avant impôt	-108	1 433
Charge d'impôt théorique :	-36	485
Impact des autres charges définitivement non déductibles	10	38
Impact des autres produits définitivement non taxables		-9
Coût des stocks options non déductible	9	16
Crédits d'impôt / Pertes d'impôt		
Ecarts d'impôt entre taux d'impôt normal et taux d'impôt différé	10	3
Charge d'impôt effective	-7	533

NOTE 15 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en prenant au dénominateur la totalité des actions émises nettes des actions propres.

Le résultat par action dilué est calculé en prenant au dénominateur le total des actions nettes ci-dessus auquel est rajoutée la quantité des options de souscription émises et non encore levées.

	30/06/2006	31/12/2005	
Résultat net en K€	-101 133	900 213	A
Nombre d'actions	3 236 067	3 176 825	B
Actions propres	114 921	54 025	C
Résultat par action en euros	-0,03	0,29	A / (B-C)
Options de souscription et d'achat d'actions			
Coût des stocks options en K€	-27 290	-47 263	D
Nombre net d'actions potentiellement dilutives	53 003	80 079	E
Résultat dilué par action en euros	-0,02	0,29	(A-D) / (B+E)

NOTE 16 : EFFECTIF MOYEN

	1S2006	2005
Cadres	304	268
Agents de maîtrise et techniciens	0	0
Employés	42	32
TOTAL	346	300

NOTE 17 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 30 juin 2006 aux dirigeants de la société consolidante et de ses filiales y compris les 3 dirigeants administrateurs s'élèvent à 526 506 Euros et concernent 9 personnes au total (contre 1 041 346 Euros en 2005 concernant 9 personnes).

NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>Au 30/06/2006</u>	<u>Au 31/12/2005</u>
- Substitution de la technologie SOFTRULES à la technologie ILOG Non concurrence concernant la technologie SOFTRULES		
- Locations immobilières à moins d'un an	350 225	806 286
- Locations immobilières à plus d'un an et moins de cinq ans		
- Locations immobilières à plus de cinq ans		
<u>Engagements reçus</u>	<u>Au 30/06/2006</u>	<u>Au 31/12/2005</u>
Néant		

Le groupe SOFT COMPUTING n'estime pas être exposé au risque de taux d'intérêt et au risque de crédit.

VI – Rapport semestriel

Données chiffrées individuelles relatives à la société Soft Computing

Chiffre d'affaires : 8 472 K€

Résultat net : 344 K€

Chiffre d'affaires consolidé en hausse de 2,8 %

Le groupe Soft Computing affiche un chiffre d'affaires consolidé de 15,8 millions d'euros pour le premier semestre 2006, ce qui représente une progression de 2,8 % comparé au premier semestre 2005. La croissance est tirée par le conseil et les opérations, tandis que la technologie baisse.

Le pôle Technologie a continué à subir l'allongement des cycles de décision, ce qui a eu un impact négatif sur le niveau d'activité. La société a réagi en intensifiant sa puissance commerciale et les niveaux d'activité sont en amélioration sur le troisième trimestre.

Résultat opérationnel de -0,8 %

Le niveau d'activité du premier semestre pèse sur le résultat opérationnel qui ressort légèrement négatif à -0,8 % à fin juin 2006 (soit -0,1 M€), contre 4,7 % au premier semestre 2005.

Ceci s'explique essentiellement par une croissance des effectifs de l'ordre de 9 % pour anticiper une accélération de la demande qui s'est avérée moins rapide que prévue sur la technologie. La bonne maîtrise des coûts non productifs n'a que partiellement compensé les retards constatés sur le Chiffre d'Affaires du premier semestre.

Trésorerie confortable

La trésorerie reste confortable à 1,8 M€, malgré une baisse de 2,2 M€ enregistrée sur ce premier semestre.

Cette diminution est liée pour moitié à la variation défavorable du besoin en fonds de roulement. Les comptes client ont en effet fortement augmenté à fin juin en raison d'une facturation particulièrement élevée sur les deux derniers mois du semestre. Ce phénomène ponctuel avait déjà eu lieu à fin juin 2005.

L'augmentation de capital liée à la levée de stock options a permis de financer pour presque moitié le rachat de titres Soft Computing (0,6 M€).

Enfin, la dynamique de croissance externe (acquisition de Power ERP, solde du prix de Frontcall) a contribué à une sortie de trésorerie de 0,6 M€.

Les dettes financières sont négligeables à 0,1 M€ et la société n'a pas recours à l'affacturage.

Perspectives

Le niveau des prises de commandes et de l'activité constaté sur le troisième trimestre confirme un net rebond de la croissance qui aura un impact direct sur l'amélioration de la rentabilité au second semestre.

VII – Rapport des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **SOFT COMPUTING**, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2006 au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris, le 4 octobre 2006

Les Commissaires aux Comptes

Serec Audit

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Dominique GAYNO

Jean Pierre Cordier